

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 20154 - 78ÈME ANNÉE

Débat des candidats aux législatives dans la 7e circonscription

François Valéama : « porter la voix des Réunionnais »

François Valéama, candidat du PCR aux législatives dans la 7e circonscription, a participé hier avec ses concurrents au débat télévisé de Réunion Première. Il a souligné l'importance de réunir la Conférence territoriale élargie aux forces vives, afin que les Réunionnais définissent un projet pour les 30 à 40 prochaines années. A l'Assemblée nationale en tant que député, François Valéama portera « la voix des Réunionnais ».

Interrogé d'abord sur la place du PCR dans l'échiquier politique, François Valéama a tout d'abord rappelé que le PCR était un parti créé depuis 63 ans, « 63 ans d'indépendance ». En cas d'élection comme député, il rejoindra le groupe du PCR à l'Assemblée nationale, au sein de la NUPES.

François Valéama a souligné l'impact du changement climatique sur le tourisme. De Saint-Gilles à Saint-Louis, le niveau de la mer montera. Tout est remis en cause. Il propose de valoriser le tourisme intérieur. Le candidat du PCR propose de se tourner vers les Réunionnais, qui peuvent soutenir le développement du tourisme à La Réunion.

« Produisons ce que nous consommons »

Au sujet de la lutte contre la vie chère, François Valéama a rappelé la proposition de suppression de l'octroi de mer. C'est en effet un impôt injuste, payé par tous au même niveau quel que soit le revenu.

Il a également comparé la situation de La Réunion à celle d'un autre territoire insulaire de la République, la Corse, qui bénéficie de « 100 % de la continuité territoriale » alors que La Réunion n'a que d'une fraction de cette dotation. Si les Réunionnais bénéficiaient du même soutien que les Corses en termes de continuité territoriale, alors le coût du fret pourrait baisser, ce qui devrait faire diminuer les prix et donner du pou-

voir d'achat aux Réunionnais.

Le candidat du PCR a également rappelé l'importance d'aller vers l'autosuffisance alimentaire. Il a souligné l'existence de plusieurs milliers d'hectares de terres en friche. « 2500 hectares permettraient de produire 40.000 tonnes de riz par an », a-t-il souligné. « Produisons ce que nous consommons » : un moyen de gagner du pouvoir d'achat.

« Nous devons nous mettre autour de la table »

Dans le domaine institutionnel, François Valéama s'inscrit dans le combat du PCR pour l'autonomie. « Nous sommes capables de vivre avec ce que l'on fabrique », a ajouté le candidat communiste.

Pour la feuille de route, François Valéama rappelle la proposition du PCR : une Conférence territoriale, pour discuter réellement de tous les problèmes, ouverte aux forces vives de la population. Ainsi les Réunionnais auront une instance de concertation. Quant au degré de responsabilité, François Valéama a souligné que « nous voulons pouvoir disposer de nous-mêmes mais l'amendement Virapoullé nous bloque ». Cet amendement à la Constitution empêche les Réunionnais d'adapter les lois votées à Paris.

« Comment pouvoir décider entre nous ? Nous devons nous mettre autour de la table et créer notre outil qui nous permettra de développer le pays pour 30 à 40 ans », souligna-t-il.

« Conférence territoriale »

Alors qu'une question demandant aux candidats « combien gagne un député » était posée, François Valéama a rappelé la nécessité de revenir sur l'essentiel. N'est-ce pas ce genre de polémique qui éloigne les

Réunionnais de la politique ? Il a insisté sur l'importance de l'héritage laissé par un visionnaire, Paul Vergès. François Valéama se situe dans les pas de l'ancien dirigeant du PCR.

L'essentiel est dans l'action qui sera menée pour défendre les intérêts des Réunionnais, a-t-il dit en substance. A Paris, « anou nou va décider, pas bann la ».

En conclusion, il a tout d'abord salué le combat de sa suppléante Chloé Hoareau. « Il ne suffit pas de coucher

un programme sur un papier. Nous avons le devoir de nous retrouver, la conférence territoriale nous permettra de discuter de ce dont nous avons besoin et préparer les 30 ans à venir ».

« Le 12 juin, donner la possibilité à François Valéama et Chloé Hoarau de porter la voix des Réunionnais », conclut-il.

M.M.

Préservation de la biodiversité : Cap Business Océan Indien et Expertise France s'associent pour fédérer le secteur privé

Engager les entreprises de la région à œuvrer en faveur de la préservation de la biodiversité, aussi bien terrestre que marine. Voilà l'objectif du partenariat conclu entre Cap Business Océan Indien, association réunissant les acteurs du secteur privé régional, et Expertise France, filiale du groupe Agence française de développement (AFD). Une convention de financement de 700 000 euros a été signée entre les deux entités le vendredi 13 mai, en marge de la Journée mondiale de la biodiversité observée chaque année le 22 mai, dans le cadre du programme Varuna. L'objectif est de fédérer un ensemble de partenaires du développement autour d'un enjeu vital : la sauvegarde du hotspot de biodiversité du sud-ouest de l'océan Indien.

Ces fonds financeront le projet Business for Biodiversity, qui prévoit des actions de sensibilisation et de renforcement des capacités à l'intention des entreprises de la zone jusqu'en 2025. Le but est de les aider à mesurer leur impact sur les écosystèmes, et les encourager à adopter des pratiques et des solutions fondées sur la nature.

« Le constat est unanime : les entreprises privées de la région sont peu sensibilisées aux enjeux de biodiversité, et disposent encore moins des outils pour mesurer leur empreinte écologique. Avec le projet Business for Biodiversity, nous voulons y remédier à travers la sensibilisation, la formation et un accompagnement technique. Ce faisant, nous voulons qu'elles intègrent les enjeux liés à la biodiversité dans leur pilotage et engagent une réflexion sur leurs modes de production », explique Virginie Lauret, directrice exécutive de Cap Business Océan Indien. « Nous sommes fiers de pou-

voir compter sur le soutien d'Expertise France, qui nous donne ainsi l'opportunité de participer à la mise en œuvre d'une composante du programme Varuna », ajoute-t-elle.

Pour Valentin Grange, chargé de projets au sein du pôle Biodiversité d'Expertise France, « l'exceptionnelle biodiversité endémique du sud-ouest de l'océan Indien constitue une identité forte pour la région. Cette identité est cependant menacée par l'érosion de la biodiversité qui met en péril l'ensemble des services écosystémiques, tels que l'approvisionnement en eau douce, la régulation des sols ou encore la pollinisation. Ces services écosystémiques sont encore peu pris en compte dans les plans de croissance du secteur privé. C'est pour cela qu'il nous semble nécessaire d'inciter des efforts coordonnés et de soutenir les acteurs économiques de la région dans la prise en compte des enjeux de transition écologique. Grâce à son action et à sa capacité de structurer des réseaux d'acteurs régionaux, Cap Business Océan Indien est le partenaire idéal pour mener à bien cette mission ». Des universitaires de la région seront étroitement associés à ces échanges afin de consolider l'articulation entre le monde académique et économique.

Plusieurs outils de sensibilisation seront développés tout au long du programme pour vulgariser des connaissances, en particulier sur les indicateurs d'impact écologique des entreprises. Les experts comptables et les responsables RSE des entreprises de la région seront formés aux outils de comptabilité sociale et environnementale.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

« Changement climatique défi le plus vital au développement de l'Afrique »

Le thème des Perspectives économiques en Afrique 2022 est comme une préparation à la prochaine Conférence des Nations unies sur le changement climatique, la COP27, dite « COP africaine » car elle aura lieu en Égypte en novembre 2022. Voilà cinq ans que cette Conférence des Nations unies sur le climat n'a pas eu lieu en Afrique – depuis la COP22 à Marrakech, alors que le continent n'a cessé d'être confronté à une hausse alarmante des catastrophes climatiques.

Le thème des Perspectives économiques en Afrique de cette année est : « Favoriser la résilience climatique et une transition énergétique juste en Afrique », pour mettre en relief la menace grandissante sur les personnes et leurs moyens de subsistance en Afrique et faire écho à celui des Assemblées annuelles 2002 du Groupe de la Banque africaine de développement. C'est pourquoi l'édition 2002 du rapport est lancée à l'occasion de ces Assemblées, à Accra, au Ghana.

« Aujourd'hui, le changement climatique est le défi le plus vital qui se pose au développement de l'Afrique », a souligné l'économiste en chef par intérim et vice-président de la Banque, Kevin Urama.

« Trouver des politiques qui aident à s'adapter au climat et à réduire les émissions de gaz à effet de serre, tout en poursuivant le développement social et économique, est l'un des défis politiques les plus aigus de notre époque. Et d'ajouter : « Le rapport 2022 des Perspectives économiques en Afrique esquisse des options politiques – fondées sur des données probantes – à même d'impulser une croissance inclusive, tout en renforçant la résilience climatique et une transition énergétique juste en Afrique. »

Guerre en Ukraine

A lire ces Perspectives économiques en Afrique, la pandémie et la guerre entre la Russie et l'Ukraine risquent, à l'évidence, de laisser une empreinte durable – sur une décennie. Pendant ce temps, en Afrique, quelque 30 millions de personnes ont basculé dans l'extrême pauvreté en 2021, une année qui a enregistré la perte de 22 millions d'emplois, causée par la pandémie. La tendance devrait se poursuivre au cours du second semestre de 2022, de même qu'en 2023. Ce sont 1,8 million de personnes supplémentaires qui pourraient plonger dans l'extrême pauvreté sur le continent africain en 2022, à cause des répercussions économiques liées à la guerre entre la Russie et l'Ukraine – un chiffre qui pourrait augmenter encore de

2,1 millions en 2023.

5 à 15% du PIB perdu

Le continent aurait ainsi besoin de 432 milliards de dollars de financements supplémentaires pour 2020-2022, d'après les calculs. Financer les Contributions déterminées au niveau national (CDN) des pays africains, c'est-à-dire leurs engagements à participer à l'action collective sur le changement climatique après 2020, requerrait quelque 1 600 milliards de dollars entre 2022 et 2030.

L'Afrique qui émet le moins de gaz à effet de serre au monde, est affectée de manière disproportionnée par le changement climatique. Le continent voit son PIB amputé de 5 % à 15 % à cause du changement climatique. Entre 2016 et 2019, les pays africains dans leur ensemble, n'ont capté que 18,3 milliards de dollars de financements climatiques. Soit un déficit de finance climatique qui pourrait atteindre 127,2 milliards de dollars entre 2020 et 2030.

4800 milliards de dollars de crédit carbone

L'Afrique pourrait même disposer d'un crédit carbone de 4 800 milliards de dollars d'ici à 2050 – sur la base du coût social actuel du carbone –, d'après le rapport. La vulnérabilité de l'Afrique au changement climatique y est aussi soulignée. En 2020 et 2021, le continent a enregistré 131 catastrophes liées à des conditions météorologiques extrêmes et au changement climatique. Cette édition de Perspectives économiques de l'Afrique est un nouvel appel à la communauté internationale à respecter ses engagements, notamment celui de 100 milliards de dollars annuels promis par les nations riches pour appuyer l'action climatique dans les pays en développement. Tout en soulignant les perspectives économiques qu'ouvre la croissance verte, elle recense aussi les milliards de dollars de pertes que les événements climatiques causent chaque année à l'Afrique. L'Afrique pourrait ainsi gagner quelque 20,5 millions d'emplois de plus d'ici à 2050, à condition que le monde ajuste sa consommation d'énergie et parvienne à maintenir le réchauffement climatique à 1,5 degré Celsius au-dessus des niveaux préindustriels.

Oté

Lotonomi alimantèr, impossib ? Opliss i sava, opliss mi oi sa lé possib an kontrèr...

Mézami, mardi soir dann déba pou zéléksion mwin la antande lo mèr Entre-Deux di in n'afèr konmsa : li la di arienk dann komine li lé mèr, néna 3000 ha la tèrè agrikol pa kultivé. Mi koné pa si li la tronpé, mé toute fasson toulmoune i koné néna in bonpé la tèr agrikol abandoné...

mwin la fine anparl sorgho - mapinm - toute kalité rassine. Issi ni koné plante la vaniye, kakao, kafé, lo thé, bande plante pou fé médikaman konm mouroung épi in kantité ankor. Ni pé ankor parl lélvaze zanimo, lélvaz poisson, shovrète. Akoz pa lélvaz tang épi zinsèkt konm guèpe.

I parètré dann toute noute péi noré par-la rante 7 èpi 15000 ha la tèr agrikol abandoné dsi in total a popré 100000 ha. Sa i vé dir néna bonpé la tèr - par raporte nout grossér - i atande arienk laktivité d'moune issi La Rényon, kissoi pou bande plantèr-transformatèr, kissoi pou bande demoune i vé fé in linvestissman dann lartizana, lindistri, lo tèrtiare. La pa la tèr k'i mank !

Lotonomi alimantèr ladan oussa li sa trouv son plass ?

Dabor dann bande la tèr lé pa kiltivé an kann alèrkilé, épizapré dann la tèr agrikol abandoné, dann l'agrikiltir irbène - ni pé ankor anparl bande mur vézétal, bann toitir, bande térin non bati. Ni pé ankor anparl zimèb éspré monté pou diversifyé la plantassyon konm néna laba dann l'Amérik épi déssètìn péi l'érop. Alor la plass i manke anou pou lotonomi alimantèr ?

Mi arète tèrta, mé mi di azot la pa lo bande éspéssyalité pou trape lotonomi alimantèr i manke anou... I pé ankor parl la transformassion kissoi dsi la tèr bande plantèr, kissoi ankor dann bande pti zizine prévu pou sa. Alé in pé partou la Rényon, dann bande marshé forin, dann bande kopérativ é zot va romarke toute suite la pa laktivité i manke anou, la a bon zidé k'i mank anou, provi ké ni pé lans anou ladan, san ké lo néokolonyalism i poze pyèz pou nou.

Alor lo bande i di lotonomi alimantèr lé pa possib, mi pans i fo zot i ransègn azot in pé, plito ké ramenn bande vyé zidé dépassé, fé dizon pou anspèsh bande rényoné avanssé. Lotonomi alimantèr impossib ? An kontrèr ! opliss i sava, opliss mi oi li lé bien possib.

Pa kapab lé mor san éséyé. A bon ékoutèr, salu !

Justin

Mi panss pa. Mé pou fé kèl plantaz. Dann plizyèr modékri mwin la fine parl dori,